

LES CRISES

ESPACE D'AUTODÉFENSE INTELLECTUELLE

CLIMAT

19 septembre 2024 // Les Crises

Colonialisme carbone : les ressources naturelles sont exploitées loin des populations auxquelles elles appartiennent



Changement climatique

Alors que les effets du changement climatique sont de plus en plus visibles, on pourrait assister à un moment de rupture politique et sociale, à un début de remise en cause du statu quo.

Source : [LA Progressive](#), Laurie Parsons

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises



Illustration de Bill Day sur Cagle Cartoons

Presque tout ce que nous achetons implique une exploitation plus ou moins importante de l'environnement et des personnes qui dépendent de celui-ci. Presque tout ce que nous achetons contribue au changement climatique par le biais des émissions, de la dégradation de l'environnement local ou, le plus souvent, des deux. Pourtant, dans un monde où l'écoblanchiment est devenu si banal que presque chaque produit se pare de vertus écologiques, les choses ont tendance à ne pas être perçues de cette manière. En fait, elles ont tendance à ne pas être perçues du tout.

Les émissions de carbone et la pollution sont une phase par laquelle nous passons tous, ce qui signifie que nous avons gagné la capacité – et surtout l'argent – nous permettant d'éviter les risques croissants du changement climatique, ce que d'autres gagneront également à mesure que chaque nation poursuivra inexorablement sa propre courbe. Les pays riches acceptent ce raisonnement parce qu'il est confortable et qu'il offre une justification logique et morale à la relative sécurité et à la santé du monde riche.

Et si ce n'était pas vrai ? Et si un endroit était dévasté parce qu'un autre était propre ? Tout comme les émissions de carbone ne sont pas des actes de Dieu, l'exposition

aux résultats de ces émissions ne l'est pas non plus. En d'autres termes, il est impossible d'exclure l'argent de la géographie des risques de catastrophe.

Il s'agit du colonialisme par le carbone : l'incarnation la plus récente d'un système séculaire qui voit les ressources naturelles continuer d'être extraites, exportées et exploitées loin des populations auxquelles elles appartenaient. Il s'agit, à bien des égards, d'une vieille histoire, mais ce qui est nouveau, c'est le coût caché de cette extraction : la facture carbone payée de manière inversement proportionnelle à la quantité de ressources exploitées.

La plupart des économies coloniales étaient organisées autour de l'extraction, fournissant les matières premières qui alimentaient la croissance impériale. Résultat, même lorsque l'administration impériale disparaît, il est très difficile d'éliminer les structures économiques sous-jacentes mises en place par les colonisateurs et elles continuent de freiner les pays nouvellement indépendants.

En règle générale, l'exportation de matières premières apporte moins de valeur économique au pays qui y procède que la transformation, la fabrication et la revente de ces matières. Ainsi, pour chaque watt d'énergie, chaque hectare de terre et chaque heure de travail utilisés pour fabriquer des biens exportés du Nord vers le Sud, le Sud doit produire, utiliser et travailler beaucoup plus d'unités pour les payer.

Décolonisons le changement climatique

Nous disposons déjà des moyens de décoloniser la façon dont nous mesurons, atténuons et nous adaptons au changement climatique.

Cette tâche est aussi vaste que vitale, et trois priorités sont au coeur de celle-ci. Premièrement, les objectifs d'émissions de carbone basés sur la production nationale doivent être abandonnés au profit de mesures basées sur la consommation, lesquelles, bien que facilement disponibles, sont généralement négligées par souci de confort politique des pays riches. Deuxièmement, la moitié des émissions de certaines économies riches a lieu aujourd'hui à l'étranger. La réglementation en matière d'environnement et d'émissions doit donc être appliquée aussi rigoureusement aux chaînes d'approvisionnement qu'à la production nationale.

En adoptant ces nouveaux angles d'approche, nous pouvons aspirer à une dernière priorité : admettre que la mondialisation industrielle façonne un paysage de

désastres. Notre économie mondialisée repose sur des fondations destinées à siphonner les matériaux et les richesses au profit du monde riche tout en abandonnant des déchets à la place.

Pourtant, il existe, comme toujours, une autre voie. Nous pouvons refuser de mondialiser cette valeur qu'est l'environnement en donnant la parole à ceux à qui il appartient. Les environnements ne doivent pas être de simples biens matériels abstraits.

Accorder une plus grande importance à la façon dont les gens pensent leur environnement local est perçu comme la voie à suivre pour décoloniser notre pensée environnementale, nous éloigner de l'extractivisme et peut-être d'empêcher la mort lente de la nature qui a commencé dans les années 1700.

Les mythes sur l'environnement et comment penser différemment

L'un des mythes les plus répandus dans le discours sur le changement climatique est que ce dernier accroît la probabilité de catastrophes naturelles. Ce fardeau pèse de manière disproportionnée sur les pays les plus pauvres. Pourtant, ce mythe est fondamentalement erroné. Le changement climatique ne provoque pas davantage de catastrophes naturelles, car celles-ci n'ont en premier lieu absolument rien de naturel. Les tempêtes, les inondations ou les sécheresses ne sont pas les seules responsables de ces catastrophes, mais celles-ci surviennent lorsque ces risques dangereux se heurtent aux inégalités économiques et à la vulnérabilité.

Après tout, un ouragan n'a pas du tout la même signification pour les populations de Singapour ou pour celles du Timor-Oriental. Cette différence n'est pas le fruit d'un accident géographique, mais bien d'une économie mondiale qui veille à ce que certaines parties du monde restent plus vulnérables que d'autres au changement climatique. Les catastrophes naturelles sont donc des catastrophes économiques : elles sont le résultat de siècles d'échanges commerciaux déséquilibrés et des effets concrets et quotidiens du commerce contemporain.

Les pays riches réalisant une part de plus en plus réduite de leur production, la responsabilité de rendre des comptes quant à la réalité des émissions est abandonnée aux entreprises internationales, qui ne sont guère incitées à communiquer des informations précises concernant leurs chaînes d'approvisionnement.

Dans les pays riches, l'environnement gagne en qualité et en sécurité, même dans un contexte de plus en plus incertain. Les ressources nécessaires pour relever les défis du changement climatique se font de plus en plus abondantes et sont dépensées pour protéger leurs populations privilégiées.

Pourtant, dans la majeure partie du monde, c'est le contraire qui est vrai. Les ressources naturelles continuent de déferler toujours plus loin, sans que le capital ne rapporte grand-chose en compensation. Les forêts sont dégradées par de nombreux acteurs, grands et petits, alors que le climat et le marché se conjuguent pour saper les moyens de subsistance traditionnels. Les ouvriers d'usine travaillent dans des conditions suffocantes. Les pêcheurs sont confrontés à une diminution constante de leurs moyens de subsistance.

En d'autres termes, nous disposons de tous les outils nécessaires pour résoudre le problème du changement climatique, mais nous n'avons ni le contrôle ni la visibilité des processus de production qui en sont responsables. Que ce soit par le biais de recours juridiques, de grèves pour le climat ou de nouvelles constitutions, les gens s'éveillent aux mythes qui façonnent notre pensée sur l'environnement. Ils se rendent compte que le changement climatique n'a jamais été une question de retard technologique, mais qu'il a toujours été une question d'inégalité de pouvoir.

Alors que les effets du changement climatique sont de plus en plus visibles, on pourrait assister à un moment de rupture politique et sociale, à un début de remise en cause du statu quo.

Exigeons la fin des temporisations. Exigeons la fin de la tolérance à l'égard de ce qui est éhontément tenu caché dans notre économie. Exigeons la fin du colonialisme du carbone.

*

Laurie Parsons est maître de conférences en géographie humaine au Royal Holloway, Université de Londres, et chercheur principal pour les projets The Disaster Trade : The Hidden Footprint of UK Imports et Hot Trends : Comment l'industrie mondiale de l'habillement détermine la vulnérabilité climatique au Cambodge. Il est l'auteur de Carbon Colonialism : How Rich Countries Export Climate Breakdown (Manchester University Press, 2023) et coauteur de Going Nowhere Fast : Inequality in the Age of Translocality and Climate Change in the Global Workplace (Oxford University Press, 2020). Retrouvez-le sur X : @lauriefdparsons.

Source : [LA Progressive](#), [Laurie Parsons](#) 18-08-2024

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

Nous vous proposons cet article afin d'élargir votre champ de réflexion. Cela ne signifie pas forcément que nous approuvons la vision développée ici. Dans tous les cas, notre responsabilité s'arrête aux propos que nous reportons ici. [\[Lire plus\]](#)